

France Corvée



Le ministre du travail a dévoilé le projet de réforme du service public de l'emploi.

Sans surprise aucune, la mise en place de France Travail, France Travail Jeunes et France Travail Handicapés se fera progressivement d'ici 2027 avec une enveloppe budgétaire comprise entre 2,3 et 2,7 milliards et des embauches de conseillers notamment.

L'objectif affiché est celui d'une meilleure coordination de l'ensemble des acteurs au niveau local, départemental, régional et national afin de ramener le nombre de demandeurs d'emploi à un taux de chômage à 5 %.

Il suffirait donc de fusionner, au prix évident d'une réduction drastique des moyens à terme (c'est bien l'objectif final de toute fusion), les organismes qui dans leur périmètre et leur spécialité agissent au service des demandeurs d'emploi pour d'un coup voire le nombre de chômeurs diminuer de façon « magique ». Qui peut décemment croire en une telle fable ?

Donc, les cinq grands principes mis en avant pour une fusion qui ne dit pas son nom des Pole emploi, des Missions Locales et de Cap Emploi, promettent, après le douloureux regroupement des ANPE et des ASSEDIC, des jours difficiles à l'ensemble des salariés comme aux bénéficiaires et allocataires de ses différents opérateurs du Service Public de l'emploi.

Le premier est l'inscription systématique de toute personne en recherche d'emploi sur un portail ou en frappant à la porte d'un des intervenants du secteur avec un premier rendez vous rapide pour l'orientation et le recours a un référent unique.

Le deuxième est un contrat d'engagement unique sensé remplacer ceux existants avec des sanctions progressives... Celui-ci comprendra pour les personnes les plus éloignés de l'emploi, un parcours intensif de quinze à vingt heures d'activité qui n'est pas sans rappeler l'expérimentation actuelle des bénéficiaires du RSA ou du contrat d'engagement jeunes.

Le troisième prévoit un interlocuteur unique pour chaque entreprise afin d'identifier ses besoins en main d'œuvre et la fusion des formations préalables à l'emploi.

Le quatrième met en place quatre niveau de décision territoriale dans lesquels Pôle Emploi devenu France travail donc assurera la coordination opérationnelle.

Enfin le dernier et pas de moindres prévoit la mise en place d'une Académie France Travail pour la formation de l'ensemble des agents et un réseau informatique commun et partagé.

Au-delà des principes que nous seront amenés à détailler par ailleurs, les logiques libérales qui sous-tendent cette réforme sont à l'image de tout ce qui a été mis en place par Macron comme la réforme des retraites toujours rejetée par l'ensemble des organisations syndicales et une très large partie de la population.

Dans la très à droite ligne de son projet, le gouvernement continue sa casse systématique des services publics et de la protection sociale, il s'agit pour lui de remettre en cause tous les principes de solidarité, le vivre ensemble assurée par un contrat social qui disparaît à mesure des décisions prises par ces gestionnaires de la start-up France Entreprise...

Après avoir fait plaisir à la Finance et à la Commission Européenne avec le recul de l'âge de la retraite à 64 ans, il convient dorénavant de conter fleurette aux MEDEF et au reste du Patronat en leurs promettant une main d'œuvre bon marché, corvéable à merci et disponible à tout moment.

Après avoir rendu le demandeur d'emploi responsable de son inactivité, incapable de traverser la rue pour retrouver un emploi, la face à peine cachée de cette réforme est bien la mise en concurrence systématique des travailleurs avec ou sans emploi afin là aussi de casser les solidarités de classes.

C'est exactement la logique qui opère avec l'expérience des Territoires Zéro Chômeurs, et nous en connaissons les effets : accroissement de la précarité, stigmatisation des demandeurs d'emploi, main d'œuvre bon marché, sans mentionner l'absurdité qui consiste à mettre en concurrence des secteurs et des demandeurs d'emploi au seul bénéfice du patronat.

Mais c'est aussi la volonté perpétuelle du Capitalisme dont les origines bourgeoises de son expansion historique, sont assises sur l'esclavage, de diminuer sans cesse le niveau des salaires afin de s'accaparer et de détourner toujours plus les richesses créées par les travailleurs.

Ainsi le fait de généraliser (ou de tenter de le faire) le recours au travail obligatoire n'aura d'autres effets, au-delà de rétablir la corvée pour les nouveaux serfs du 21^{ème} siècle, que de tirer inévitablement les salaires vers le bas avec toutes les conséquences sur le financement de la protection sociale et sur le niveau de vie de la population au regard notamment de l'inflation galopante.

Outre la continuité de la transformation des missions de service public pour les salariés du nouveau France Travail, transformés en simple agent de surveillance du retour forcé à l'emploi quel qu'il soit, cette réforme est une nouvelle attaque d'une violence inouïe contre les demandeurs d'emploi et plus largement contre le monde du travail.

Macron et son gouvernement mènent une véritable guerre sociale à notre classe, celle des travailleurs en utilisant les outils modernes qui sont à sa disposition pour asseoir l'exploitation capitaliste à toutes les couches intermédiaires qui composent notre société, en s'attaquant frontalement et dangereusement aux plus faibles et plus démunis d'entre nous.

Ce modèle de société, si nous n'y prenons pas garde, nous conduira, comme l'histoire nous l'enseigne, directement dans les bras du fascisme, la bête immonde est déjà sortie de l'ombre et attend tranquillement son heure pour semer la haine, le rejet de l'autre et son inhumanité sur notre pays.

Nous ne pouvons nous résigner et devons nous révolter contre cette dérive extrémiste à laquelle concourt Macron et à l'image du formidable élan populaire contre la réforme des retraites, continuer à combattre cette vision nauséabonde du monde.

Nous ne pouvons accepter au travers de cette réforme du service public de l'emploi, une nouvelle charge gouvernementale et patronale contre nos conquies sociaux et devons réagir à la hauteur des enjeux sociétaux induits par ce projet.

Nous avons des propositions concrètes autour de notre 100 % Sécu pour mettre les femmes et les hommes à l'abri des besoins et leur assurer, de la naissance à la mort, une vie digne à la hauteur d'une société humaine et juste.

Il n'y a aucune fatalité et d'autre choix sont possibles pour construire, ensemble, une alternative crédible à cette horreur économique qui voudrait rétablir, telle la nouvelle noblesse impérialiste, la corvée.

La Régression Sociale ne se négocie pas, elle se combat...